



REPUBLIC OF AMBAZONIA GAZETTE
No.4 BUEA 24TH JUNE, 1993 VOL.1

AMBASO - CAMEROON
RESTORATION OF
CONSTITUTIONAL RULE

JUDGEMENT
IMPLEMENTATION ORDINANCE

Authorised Government Gazette
RSCL 824, 825

Without this legal alternative framework there is no justification
for treating anyone as an accomplice to Paul Biya's terrorism.

Published by Ambazonia

Le contenu de ce document est stupéfiant

Doux Cameroun à terme

De notre envoyé
spécial à Bœa
SEHRWIT P. MODO

9 septembre 1993, journée de solidarité avec la Teachers' Association of Cameroon (TAC) ; 10 septembre 1993, rentrée morte dans le Southern Cameroons et les 1er octobre 1993, fête de l'indépendance. Voilà le programme du Cameroon Anglophone Movement (CAM) dont l'objectif immédiat est de marquer la différence entre les Southern Cameroons et "La République du Cameroun".

"Le Cameroon Anglophone Movement informe tous les Southern Cameroontains que son Assemblée Générale s'est tenue avec succès à Bœa le 21 août 1993, malgré les menaces et intimidations de quelques suppôts de La République du Cameroun (1)."

C'est en ces termes qu'ambassador EPIE EWOGUE Martin, chairman du Cameroon Anglophone Movement (CAM), introduit le communiqué de presse que nous avons reçu en pri-

meur samedi dernier, à la sortie de la seconde assemblée générale de ce mouvement.

L'important à y relever tient plus aux termes qu'au ton. La lecture la plus superficielle de ce document, et de bien d'autres qui nous parviennent ces dernières semaines (2), ne manquerait pas de révéler la nette dichotomie que leurs auteurs font désormais entre deux provinces occidentales du Cameroun (Southern Cameroons) et le reste du pays (La République du Cameroun). Une évidence nous est apparue : deux Cameroun sont en train de se former sous nos yeux, dans l'indifférence presque générale des francophones, et sous les lâches menaces des autorités de Yaoundé.

LE SYNDROME DU BIAFRA

Les Camerounais ne semblent pas bien apprécier la gravité de la situation. "Le terme "fédéralisme" était tabou il y a peu ; nous l'avons fait passer dans le langage courant. Des partis

politiques l'intègrent dans leur plate-forme", nous a dit le chairman du CAM. Et il a raison ! Il ne nous revient pas d'insinuer que son mouvement a l'intention de faire de même avec le terme "sécession". Mais nous devons rappeler, ici que le chairman du CAM nous a déclaré : *"Le citoyen des Southern Cameroun n'est pas le citoyen de la République du Cameroun (1)"*.

Il est surprenant d'observer qu'alors même que nos autres francophones ont couragé de lancer le qualificatif "biafra" au visage de nos compatriotes anglophones - ce qui est stupide, nous ne remarquons pas les similitudes frappantes entre le cancre de la guerre du Biafra et les raisons que les anglophones invoquent aujourd'hui pour revendiquer l'indépendance d'un "Republic of Ambazonia". Qu'on ne l'oublie pas : guerre de sécession ayant fait des millions de tués Nigéria tout proche...

ACCELERATION

De fait, l'idée d'une "République" plus récente. Mais alors que ses promoteurs franchissent le pas, publiant une gazette au contenu ahurissant (lire l'article intitulé *"La République Ambazonia à terme"*), il est plus que de quoi s'inquiéter. Et à ce propos, la désinvolture avec laquelle les autorités de Yaoundé et les comparses provinciaux "traitent" cette affaire, n'est que de nature à renforcer les éventuels sécessionnistes dans leur conviction. Notre devoir est de rappeler à tous ces apprenants politiciens qui jouent à la vie des millions de Camerounais, qu'ils porteront responsabilité historique pour leurs turpitudes. Pour ceux qui ont encore une idée que signifie responsabilité.

(1) En français dans le texte.
(2) Notamment la *"République of Ambazonia Gazette"*, vol. 1, du 24 juin 1993.

La "Republic of Ambazonia" à terme

Elle a déjà un Président, un drapeau, une Cour Suprême, un Gouvernement intérimaire et, surtout, un journal officiel. Feuilletons son édition du 24 juin 1993.

Par Iger MPONN
et Alphonse SINKAM

Dès la page 2, le regard tombe sur un arrêt rendu par la "Haute Cour de Bamenda" (HCB/28/92). Celle-ci tranchait ainsi un "litige" opposant la "République d'Ambazonie" (fusion des "Etats" des Southern Cameroons que sont le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) représentée par son "chef d'Etat" Fon FONGUM GORJI-DINKA et "La République du Cameroun"

tif d'une proclamation d'indépendance reconnue sur le plan international" et reconnaît la République du Cameroun coupable : Mais l'arrêt va plus loin, interdisant aux députés élus dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest de siéger à l'Assemblée Nationale du Cameroun. Il ordonne aussi l'expulsion de la République d'Ambazonie de toute personne dont la présence ou l'occupation est liée au gouvernement de Yaoundé.

Dans la Gazette de 11 pages, le nom de GORJI-DINKA apparaît en dessous de sept des neuf documents "administratifs" de la République d'Ambazonie. Preuve que cet ancien avocat est la cheville ouvrière du projet. C'est peut-être ce qui lui a

valu d'être le tout premier Président dont le mode de désignation n'est pas précis. En tout cas, fort de sa qualité de "Head of State", GORJI-DINKA serait actuellement à Washington pour, dit-on, "discuter du projet d'indépendance avec les responsables des Nations Unies".

ACHIDI ACHU MINISTRE

Parlant de ses alliances dans la communauté anglophone, GORJI-DINKA reconnaît dans son "Call for Action" avoir été contacté par la All Anglophone Conference. Objectif, discuter de l'exécution de l'arrêt de la "Haute Cour de Bamenda" qui, selon lui,

coïncide avec l'esprit de la déclaration de Bœa.

Autre originalité du journal officiel, la liste des membres du gouvernement de transition. Sept membres dont Simon MUNZU comme Premier Ministre, Simon ACHIDI ACHU ministre de la loi et de l'ordre, Carlson ANYANGWE, ministre des affaires étrangères. Occupent aussi de hautes fonctions, John EBONG NGOLLE, Francis NKWAIN, AYUK TAKEM et Stephen NJINYAM, tous membres du gouvernement camerounais. Curieusement, aucun d'entre eux n'a dénoncé ou même contesté sa nomination dans l'équipe dirigeante de la "République d'Ambazonie". Par imprudence ou par complicité ? Wait and see.

L'ESSENTIEL

* Le Cameroon Anglophone Movement a tenu deuxième Assemblée Générale samedi dernier à Bœa dans une atmosphère d'imitation et de secret.

* D'autre part, une "République of Ambazonia Gazette" circule en ce moment, malgré l'indéfinité de sa légalisation déclarée.

* À Bœa, nos envoyés spéciaux ont apprécié la tension nette que les anglophones, de plus en nombreux, opèrent entre "Southern Cameroun" et la République du Cameroun.

* La réaction des autorités aux révendications anglophones est des irréconciliables.

* L'histoire ne pardonne pas à aucun de

Le MINAT monaco

Dans un communiqué lu et relu sur les antennes de la CRTV toute la journée du vendredi, le gouverneur de la province du Sud-Ouest a fait état de l'interdiction des assises de la CAM. L'association, a précisé OBEN Peter ASIUU, n'a pas fourni la preuve d'une existence légale. Bien plus, la version française du communiqué mentionne une intention de déclarer l'indépendance de l'Etat anglophone, détail qui n'apparaît pas clairement dans la version en anglais. Sur un autre aspect, la mise en garde du gouverneur était sans équivoque : *Toute personne qui voyagerait à Bœa dans l'intention d'assister à une quelconque manifestation le fera à ses risques et périls*. En revanche, rien n'a encore été officiellement dit

Les forces en présence

Fédéralisme ou sécession ? Le choix n'est pas encore clair, tant les forces en présence s'entourent de fumée. L'un des groupes les plus radicaux et les plus anciens est celui de l'ancien avocat Fon FONGUM GORJI-DINKA. Il garde encore le secret sur ses potentialités. Son rêve : concrétiser la création de la "République d'Ambazonie", une idée déjà avancée à la fin des années 60.

Deuxième force, le Cameroon Anglophone Movement (CAM), dirigé depuis le 4 juillet 1992 par l'attiviste SWELA, inféodé au pouvoir opposé. Il toute idée